

Résumé : L'organisation de l'Europe communiste : de la création du CAEM au Pacte de Varsovie.

Cadre général de l'Europe de l'Est

Les pays de l'Europe de l'Est libérés par l'URSS, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, subissent peu à peu une « soviétisation » : les autres partis politiques sont éliminés au profit des partis communistes locaux qui, aidés par l'Armée rouge, se placent au pouvoir. L'on assiste alors à un alignement des pays de l'Europe orientale envers l'URSS ; mise en place d'un totalitarisme stalinien, forte propagande communiste, sécularisation des biens ecclésiastiques.

Ainsi, l'Europe communiste vit « dans l'ombre » de Moscou ; sa politique, son économie est soit calquée sur celle du Kremlin, soit dictée par celui-ci. Staline règne en maître dans les pays que les Occidentaux qualifieront de « satellites », à l'exception, toutefois, de la Yougoslavie, dirigée par Tito.

Il faut souligner quelques aspects novateurs dans la politique sociale des démocraties populaires. De larges services sociaux (quasiment) gratuits sont proposés aux citoyens, qui vont des soins sanitaires à des vacances pour les familles.

À la mort de Staline (1953), Khrouchtchev devient finalement le dirigeant de l'URSS. Il libéralise un peu l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Cette détente sera perçue, par une population mécontente, comme un remodellement du système communiste. Le peuple demandera davantage de libertés lors de manifestations. Les exigences de ces émeutes ne peuvent être acceptées par Moscou, car elles sont considérées comme « contre révolutionnaires ». Dans cette logique, ces mouvements contestataires sont réprimés, soit par l'Armée Rouge (Hongrie, 1956), soit par le Pacte de Varsovie (Tchécoslovaquie, 1968). Il est bon de noter, toutefois, que la Pologne parvient à libéraliser, pour un temps son pays, tout en restant liée avec l'Union soviétique.

Accords préliminaires (1945-55)

Lors et directement après la Seconde Guerre Mondiale, l'URSS met déjà en place un système de traités bilatéraux qui règlent les questions de défense et de coopération économique avec les démocraties populaires. Ce sont principalement des traités de défense qui permettent à l'URSS de venir stationner ses troupes sur ces pays pour une protection mutuelle.

Le CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle)

Le CAEM (ou COMECON) est l'organisme de coopération économique des pays socialistes. Il a été créé en janvier 1949 sur la base d'un Communiqué de Fondation paru dans la Pravda, entre la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Il sera rejoint par l'Albanie en février 1949, par la République démocratique allemande (RDA) en 1950 ainsi que par des pays non européens, tels que la Mongolie (1962), Cuba (1972) et le Vietnam (1978). La pratique sera donc différente de la volonté initiale de rester une organisation européenne. Le

CAEM sera dissout en 1991, à la chute du bloc soviétique. A noter que la Yougoslavie ne fait pas partie du CAEM en raison des tensions régnant entre Staline et Tito.

Le CAEM est créé en réaction aux "dictats du plan Marshall"¹ et à la création, en avril 1948, entre pays du bloc de l'Ouest de l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique). Il veut unifier la ligne directrice des partis du CAEM contre l'impérialisme capitaliste. Le CAEM sera réellement actif à partir du milieu des années 50. Auparavant, il est une simple façade de propagande communiste. Ses statuts ne sont signés qu'en 1959.

Les buts du CAEM contenus dans les Statuts sont de développer la coopération économique et l'échange mutuel d'expériences entre les différents pays membres. Cette coopération doit se développer «sur la base de la division internationale socialiste du travail» et «en vue d'édifier le socialisme et le communisme dans leurs pays». Ils prônent l'égalité souveraine et la non-ingérence, qui ne sera en pratique pas souvent appliquée par l'URSS. L'industrialisation rapide des pays membres est aussi une priorité, avec la planification des économies (même les prix sont planifiés à l'avance, suivant les plans quinquennaux).

Afin de favoriser les échanges multilatéraux et leurs paiements au sein du CAEM, sont créées en 1963: la BICE (Banque internationale de Coopération économique), dont le siège est à Moscou, et une «monnaie collective»: le rouble transférable, à parité avec le rouble soviétique. Cette monnaie n'est utilisée que dans le cadre des paiements des échanges commerciaux entre États ou pour l'octroi de crédits à l'exportation et n'est pas utilisée par la population en tant que monnaie courante.

L'URSS se trouve ainsi en face d'un dilemme: d'un côté par le CAEM, elle vise une croissance économique rapide, mais de l'autre, elle cherche à préserver l'unité politique et le contrôle au sein des démocraties populaires. Or, la seule manière de générer toujours plus de croissance est d'appliquer des réformes telles que préconisées par la Hongrie (décentralisation, ouverture à l'économie de marché etc.). Mais ces réformes signifient pour l'URSS un contrôle amoindri sur les structures politiques des démocraties populaires ainsi qu'un affaiblissement des liens économiques entre les États membres du CAEM, raison pour laquelle la plupart des réformes en vue d'une intégration plus poussée n'auront pas lieu.

¹ L'URSS avait contraint la Pologne et la Tchécoslovaquie, pourtant prêtes à accepter ce plan d'aide financière, à le refuser.

Le Pacte de Varsovie

Suite aux accords de Paris du 7 mai 1955² et à la formation de l'OTAN, le Pacte de Varsovie est conclu le 14 mai 1955 entre l'Albanie (qui s'en retire en 1968), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'URSS.

Le Pacte est un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sur le plan politique et militaire. Les principes de souveraineté égale des parties contractantes, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et de règlement pacifique des conflits sont rédigés dans les dispositions du Pacte. Différents organes politiques et militaires communs sont créés.

En réalité, les démocraties populaires sont fortement dépendantes de l'URSS: les Soviétiques occupent toujours les postes les plus importants dans l'organisation militaire et la plupart du matériel militaire est fourni par l'URSS. Une dépendance reste également manifeste sur le plan politique, car les tentatives d'instaurer un régime moins oppresseur dans les démocraties populaires sont souvent réprimées par l'URSS elle-même. Ceci est notamment le cas pour les démocraties populaires ayant une position stratégiquement importantes (proche du bloc de l'Ouest).

Le Pacte de Varsovie et le support de l'URSS a permis aux partis communistes des démocraties populaires de se maintenir au pouvoir. Les dirigeants du Pacte ont, quelques fois, proposé aux dirigeants de l'OTAN de dissoudre simultanément les deux alliances, mais les dirigeants de l'OTAN ont toujours rejeté cette idée .

Conclusion

Il règne de fortes tensions entre la volonté hégémonique de l'URSS et les volontés de souverainetés nationales des démocraties populaires. Sous Staline, l'idée supranationale est fortement présente, non pas sous forme d'intégration en États fédérés égalitaires, mais par la volonté de Staline de régner en maître sur le bloc communiste. Par la suite, durant la période post-stalinienne, les démocraties populaires vont développer des volontés d'indépendance nationales. L'URSS, face à ces «revendications» adoptera des positions ambiguës. D'une part, elle fera pression et recourra même à la force pour tenter de garder le contrôle. Mais d'autre part, elle tentera de tranquilliser ses partenaires par de petites concessions et des déclarations rassurantes à propos de leur souveraineté. Les démocraties populaires ont des rapports inégaux avec l'Union Soviétique, même s'ils se tissent des liens de coopération économique (CAEM) et politico-militaire (Pacte de Varsovie). Leur souveraineté est limitée par L'URSS qui s'insère dans tous les domaines.

² Ces accords permettent à la RFA de participer à l'OTAN et de se réarmer.